

Thème introductif

Les analyses des premiers de cordée et du ruissellement portées par Emmanuel Macron permettent-elles de concilier croissance économique et justice sociale dans un contexte de mondialisation ?

Introduction

Document 1 : [La théorie des premiers de cordée](#) : visionnez la vidéo jusqu'à 1 minute 15

Question

1. Comment Emmanuel Macron définit-il les premiers de cordée ?
2. Quelles répercussions devrait avoir la valorisation des premiers de cordée sur la société selon E. Macron ?
3. Pourquoi les premiers de cordée sont-ils en nombre insuffisant en France selon E. Macron ?
4. Quelle mesure E. Macron a-t-il mise en oeuvre afin de remédier à cela ?

Document 2 : [Macron Says He Wants France to Be a 'Startup Nation'](#) : visionnez la vidéo

Questions:

5. Quelles sont traditionnellement les forces et les faiblesses de l'économie française selon E. Macron (jusqu'à 0.58)
6. Quel est l'objectif d'E. Macron ? (décomposez-le en 3 stratégies complémentaires) (de 0.58 à 1.58)

Document 3 : [La théorie du ruissellement](#) : Visionnez la vidéo jusqu'à une minute 10

Questions :

7. Analysez la théorie du ruissellement telle qu'elle est présentée par Ronald Reagan :
 - Quel est le problème ?
 - Quel est l'objectif ?
 - Quel est le moyen ?
 - Présentez le mécanisme
8. Quelle est la critique opérée par Jean Luc Mélenchon ?
9. Quel est le constat développé par Barack Obama pour les Etats-Unis ?

Scénario de la première tâche complexe

Vous constituez un groupe de 4 élèves qui ,dans le cadre de la préparation à la campagne présidentielle, veulent lutter contre l'abstention des jeunes en montrant les enjeux de la campagne pour les jeunes

Etape 1 : Vous vous répartissez en 2 groupes de 2 élèves qui vont analyser les enjeux de la relation croissance et justice sociale dans un contexte de mondialisation

- Groupe 1 : En quoi l'analyse des premiers de cordée et du ruissellement portée par Emmanuel Macron permet-elle de concilier croissance économique et justice sociale dans un contexte de mondialisation ?
- Groupe 2 : En quoi l'analyse des premiers de cordée et du ruissellement portée par Emmanuel Macron ne permet-elle pas toujours de concilier croissance économique et justice sociale ?

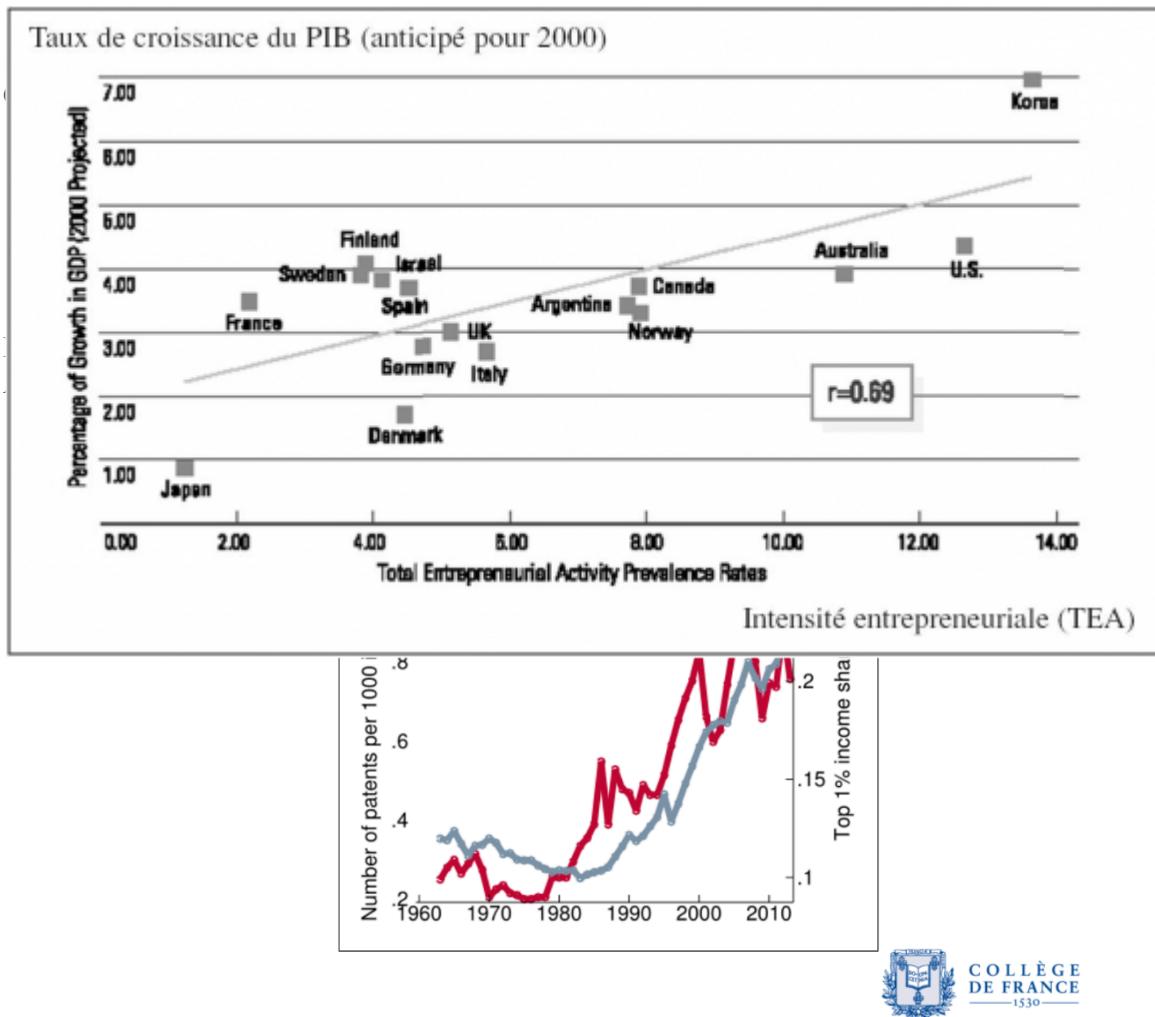
Etape 2 : un échange entre les deux groupes qui présentent les conclusions de leur analyse

Etape 3 : la synthèse : vous opérez une synthèse globale qui montre la complexité des relations et vous préconisez des solutions

Etape 1 : Analyse des enjeux de la relation croissance et justice sociale dans un contexte de mondialisation

Groupe 1 – En quoi l'analyse des premiers de cordée et du ruissellement portée par Emmanuel Macron permet-elle de concilier croissance économique et justice sociale dans un contexte de mondialisation ?

Document 4 :



B :

D'abord la concurrence. Dans les premiers modèles développés par Aghion, elle est toujours bénéfique car elle stimule l'innovation. Mais dans la réalité, il en va autrement. Des travaux empiriques montrent qu'une forte concurrence est parfois un aiguillon, parfois un boulet (...)

Quand une économie est loin de la frontière technologique, quand ses entreprises se contentent d'imiter leurs rivales étrangères en avance, la concurrence n'est pas centrale. Des champions nationaux peuvent être très efficaces, comme dans la France des Trente Glorieuses, ou l'Argentine de la première moitié du XXe siècle.

En revanche, quand l'économie se rapproche de cette frontière, « *il faut passer d'une économie de rattrapage à une économie de l'innovation* ». La concurrence devient ici motrice. Aghion ne le dit pas, mais il est impossible de ne pas y penser : voilà pourquoi la loi Macron va dans le bon sens. Ensuite les inégalités. Les revenus des foyers les plus aisés, le fameux « 1 % » le plus riche, ont explosé dans les pays avancés depuis les années 1980, comme l'ont montré

les travaux de Thomas Piketty, de la Paris School of Economics où Aghion a lui aussi enseigné. Le chercheur montre un graphique frappant : aux Etats-Unis, la courbe de la part du revenu captée par le 1 % est strictement parallèle à celle des dépôts de brevets. Ce n'est pas un hasard, explique-t-il. L'innovation dégage une rente provisoire. Mais les inégalités mesurées par un indicateur plus large, le coefficient de Gini, n'augmentent pas forcément. C'est le cas par exemple en Suède depuis les réformes structurelles menées au début des années 1990 : beaucoup d'innovations, accélération des gains de productivité, envolée du 1 % mais Gini stable. On pense ici à la condition avancée par le philosophe John Rawls : une hausse des inégalités est acceptable si et seulement si les plus pauvres profitent d'une hausse de revenu. Et à la phrase d'Emmanuel Macron, le ministre de l'Economie : « *Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires.* »

Source : [La belle leçon de croissance du professeur Philippe Aghion Par Jean-Marc Vittori](#)

Publié le 6 oct. 2015 In les échos

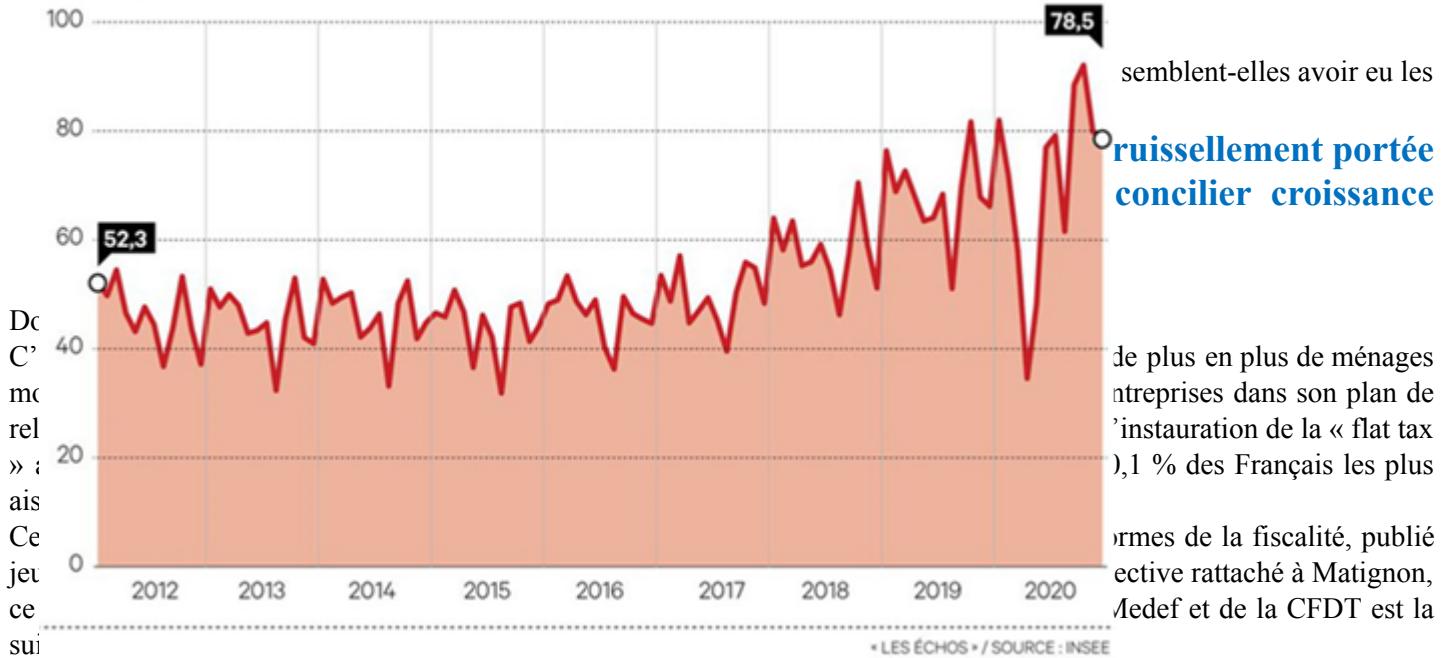
Questions :

13. Présentez la situation en 1970 (doc A)
14. Pouvez vous faire apparaître une relation entre les deux courbes (doc A) :
 - une relation de corrélation/causalité ?
 - positive/négative ?
15. Cette relation vérifie t-elle l'analyse de R Reagan ?
16. Dans quelle condition l'aiguillon de la concurrence s'avère t'il positif selon P Aghion (doc B) ?
17. Les innovations accroissent-elles forcément les inégalités ?

Document 6 :

Des créations d'entreprises en forte hausse depuis 2017

Mensuelle, en milliers



Celui-ci peinait à conclure sur l'efficacité des réformes-phares du quinquennat en matière de fiscalité du capital : la suppression, depuis le 1er janvier 2018, de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), transformé en impôt sur la fortune immobilière (IFI), et la création d'un prélèvement forfaitaire unique (PFU, « flat tax ») de 30 % sur les revenus du capital. Deux mesures visant initialement à « favoriser la croissance de notre tissu d'entreprises, stimuler l'investissement et l'innovation », selon la lettre de mission de Matignon au comité, en décembre 2018. (...)

De plus, « l'augmentation des dividendes est de plus en plus concentrée dans la population » : en 2018, 0,1 % des foyers fiscaux (38 000 personnes environ) ont perçu les deux tiers des montants totaux, alors qu'ils n'en recevaient que la moitié en 2017. Et les ultrariches (0,01 % des foyers fiscaux, 3 800 personnes environ) qui en captaient un cinquième, en ont reçu le tiers. (...)

Toute la question est de savoir ce que ces Français très aisés ont fait et feront de cet argent : l'épargner, le dépenser, l'investir dans l'économie ? Là encore, les données actuellement à la disposition du comité ne leur permettent pas de trancher. Mais ils ont, en parallèle, étudié une autre réforme de la fiscalité, plus ancienne et « inverse » : celle de 2013. À l'époque, la présidence de François Hollande avait impulsé le mouvement contraire : les revenus du capital avaient été alignés sur le barème de l'impôt sur le revenu, donc globalement, davantage taxés. « Pour l'heure, le comité est incapable

de répondre par oui ou par non à la question de savoir si la réforme de 2018 a eu un impact positif sur l'économie. Mais en étudiant la réforme symétrique de 2013, on ne voit pas d'impact sur l'investissement des entreprises », assène Fabrice Lenglart, le président du comité d'évaluation.(...)

Une sacrée pierre dans le jardin de Bercy et des tenants de la politique de l'offre, selon laquelle soutenir massivement les entreprises permet de doper in fine la croissance et l'emploi. Or, c'est précisément la ligne de conduite actuelle du gouvernement, qui a prévu dans son plan de relance de 100 milliards d'euros de baisser de 20 milliards les impôts de production des entreprises. « Ces réformes ont permis de rapprocher la taxation des revenus du capital des standards internationaux. Elles s'inscrivent bien dans l'action du gouvernement pour améliorer la compétitivité française et l'investissement », soutient Bercy. « L'effet sur l'emploi prendra du temps à se matérialiser mais à moyen terme, il bénéficiera à l'ensemble de la population, en créant de l'investissement et de l'emploi », assure le cabinet du ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire. (...)

Lors de sa conférence de presse post-grand débat national, le 25 avril 2019, Emmanuel Macron avait déclaré : « Cette réforme (...) sera évaluée en 2020 et, (...) si elle n'est pas efficace, nous la corrigerons. » Un an et demi et deux rapports d'évaluation plus tard, le discours a changé. « Il n'est pas question dans le contexte de crise actuelle de revenir à une instabilité fiscale nuisible ni d'augmenter les impôts, qui ont baissé de 45 milliards d'euros pour les ménages et les entreprises depuis le début du quinquennat », répond Bercy.

Source : Audrey Tonnellier, Après la suppression de l'ISF, les revenus des 0,1 % les plus riches ont explosé en France in Le Monde, Publié le 08 octobre 2020

Questions :

20. Quels sont les effets de la politique mise en œuvre par le gouvernement d'E Macron sur les inégalités?
21. Quelles sont les répercussions positives de la politique de l'offre impulsée depuis le début du quinquennat ?
22. Constate-t-on une relation entre les évolutions de la fiscalité et l'investissement et la croissance ?
23. Quel semble être le bilan global de la politique mise en œuvre depuis le début du quinquennat ?
24. Quelle conclusion en tire le gouvernement ?

Document 8 :

Une nouvelle analyse de l'OCDE donne à penser que les inégalités de revenu ont une incidence négative, statistiquement significative, sur la croissance à moyen terme. Une aggravation des inégalités de 3 points de Gini — soit la moyenne des pays de l'OCDE pour les vingt dernières années — ferait perdre 0.35 point de croissance par an sur 25 ans, soit une perte cumulée de PIB de 8.5 % à terme.

Les faits viennent corroborer l'une des théories avancées quant à l'impact des inégalités sur la croissance, à savoir qu'en entravant l'accumulation de capital humain, les inégalités de revenu compromettent les possibilités de s'instruire pour les populations défavorisées, limitant ainsi la mobilité sociale et le développement des compétences.

L'analyse de données sur l'éducation et des résultats de la récente enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC) révèle que le capital humain des personnes dont les parents ont un faible niveau d'instruction diminue à mesure que les inégalités de revenu sont plus prononcées. Ce qui n'est pratiquement pas le cas, voire pas du tout, avec un niveau d'instruction parental moyen ou élevé. La tendance se vérifie aussi bien au plan quantitatif (par ex., durée de la scolarité) que qualitatif (par ex., niveau de compétences). Pour les résultats en mathématiques : un accroissement de six points des inégalités de revenu (correspondant à l'écart États-Unis-Canada en 2010) se traduit par un recul de six points du résultat obtenu par les individus d'origine modeste. Cela explique près de 40 % du fossé observé par rapport aux individus dont les parents ont un niveau d'instruction moyen.

En somme, il ressort de l'analyse que les inégalités conditionnent fortement les perspectives des personnes défavorisées en matière d'instruction et de progression sociale.

Source : FOCUS – Inégalités et croissance © OCDE décembre 2014 Quelle corrélation entre inégalités et croissance ?

Question :

25. Pouvez vous faire apparaître une relation entre l'évolution des inégalités et celle de la croissance ?
 - une relation de corrélation/causalité ?
 - positive/négative ?
 - Est-elle forte /faible ?
26. En quoi les inégalités entravent-elles la formation du capital humain (définition à rappeler) ?
27. Quel effet sur la croissance économique a cet inégal accès à la formation du capital humain ?

Document 9 :

« L'économie du ruissellement s'est révélée être un canular cruel », a écrit l'économiste américain Robert Reich, secrétaire d'Etat au Travail sous la présidence Clinton. Pourtant, cette idée qu'un allégement des impôts des riches serait, au bout du compte, bon pour tout le monde résiste. Elle a même rarement été aussi discutée qu'aujourd'hui, aux

Etats-Unis comme en France, sous l'impact des politiques fiscales mises en place par Donald Trump et, dans une moindre mesure, par Emmanuel Macron. (...)

Ce supposé effet de ruissellement comporte évidemment un angle mort, immédiatement visible : d'où vient cet argent que l'on donne aux plus riches ? Pour pouvoir baisser certains impôts ne faut-il pas en augmenter d'autres ? C'est tout le débat actuel, en France, autour des « cadeaux » fiscaux accordés par Emmanuel Macron et son gouvernement à l'automne 2017, réforme de l'impôt sur la fortune et forte diminution de la taxation des revenus du capital. Dans le même mouvement, n'avez-vous pas été contraints d'augmenter la CSG, les taxes sur les carburants et le tabac, relèvent leurs détracteurs, c'est-à-dire des impôts payés principalement par les plus modestes ? Avec pour résultat d'opérer un transfert de pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires vers les catégories les plus favorisées. Dans l'espoir, hypothétique, d'augmenter la croissance, qui pour l'instant reste en berne.

« Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, qui font les emplois d'après-demain. » Qu'en pensez-vous ?

C'est un des arguments des tenants du ruissellement, qui avait été résumé ainsi par le chancelier allemand Helmut Schmidt en 1974. Effectivement, dans une économie capitaliste, on a besoin de profits. Les entreprises investissent, innovent, prennent des risques si elles pensent qu'elles vont gagner de l'argent. Mais l'accroissement des profits des entreprises ne se traduit pas mécaniquement par une augmentation des investissements. Aujourd'hui, beaucoup de profits ne sont pas investis. Regardez par exemple ce que font les géants du Net, les Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon). Apple fait des profits extraordinaires mais les utilise principalement à racheter ses propres actions dans le but d'accroître la valeur pour l'actionnaire. Moins il y a d'actions sur le marché, plus l'actionnaire possède quelque chose de rare, qui représente une fraction plus importante du capital et, à terme, des bénéfices. Apple rachète ainsi ses propres actions pour faire monter le cours de son titre. Ce qui n'a aucun intérêt pour l'économie en général. La formule de Helmut Schmidt ne fonctionne donc pas toujours. Pour que les profits deviennent les investissements de demain, il faut qu'ils trouvent des opportunités, en particulier une demande des consommateurs. Or les politiques favorables aux plus riches réduisent le pouvoir d'achat des consommateurs avec le risque de faire baisser la demande. (...)

Pourquoi alors le mythe du ruissellement persiste-t-il ?

Les chefs d'entreprise adhèrent pour une bonne part d'entre eux à cette idée et contribuent ainsi à la faire vivre. Ils pensent être extrêmement utiles à la société, ils ont beaucoup apprécié la métaphore des « premiers de cordée », et se voient comme ceux qui créent l'innovation, les emplois, la richesse. L'idée du ruissellement leur donne une bonne image d'eux-mêmes. Evidemment, personne ne songe à nier le rôle social des entrepreneurs. De là à en faire l'alpha et l'oméga de toute croissance !

Source : Michel Abescat, interview de A Parienty : Théorie du ruissellement : on ne prête qu'aux riches, in Télérama, publié le 26/10/18

Questions :

28. Expliquez pourquoi « L'économie du ruissellement s'est révélée être un canular cruel » selon R Reich ?
29. Comment expliquer que cette idée du ruissellement se perpétue alors que « cette croyance n'a justement guère de fondements théoriques » ?

Etape 2 : un échange entre les deux groupes qui présentent les conclusions de leur analyse

Etape 3 : Synthèse – Comment concilier croissance économique et justice sociale ? La question de la mobilité sociale

Document 10 :

Ils/elles ne sont pas des self-made-men ou women

La startup nation n'a rien à voir avec un modèle d'ascension sociale méritocratique. L'enquête révèle que les fondateurs et fondatrices de startup sont loin de partir de rien. Ils.elles sont plutôt sur-sélectionné.es, tant du point de vue de leur origine sociale que de leur trajectoire scolaire et professionnelle. "Les chances de succès restent plutôt réservées à une population masculine, diplômée des grandes écoles, bien insérée sur le marché du travail et socialement favorisée", résume Marion Flécher.

Ils/elles sont très diplômé.e.s

80 % des startuppeur.se.s interrogé.es ont un niveau bac + 5 ou plus, un tiers sortent d'une école de commerce, 21% d'une école d'ingénieurs, aucun.e n'est sans diplôme. A titre de comparaison, 7% de l'ensemble des créateurs et créatrices d'entreprise sont diplômé.e.s d'une grande école (Insee, 2014). "Le passage par une grande école semble être déterminant dans la décision de créer une startup", estime la sociologue. On y apprend "les codes et le savoir-être de cet univers" et toutes les compétences techniques et sociales nécessaires pour monter et "mettre en récit" un projet de startup. Sans oublier qu'être diplômé.e d'un établissement scolaire prestigieux est un gage de confiance pour les investisseurs : cela multiplie par deux la probabilité de lever des fonds.

Ils/elles ont été soutenu.e.s par leur école

On ne compte plus les grandes écoles de commerce et d'ingénieurs prêtes à accompagner leurs étudiant.e.s dans le lancement de leur startup : programme d'incubation, accès privilégié à des stagiaires, des entrepreneurs, des investisseurs. Encouragés et soutenus, 25 % des fondateurs et fondatrices ont créé leur startup à la sortie de leurs études, alors que c'est le cas de seulement 3 % des créateurs et créatrices d'entreprise toutes catégories confondues.

Ils/elles sont issu.e.s de milieux sociaux favorisés

20 % des fondateurs et fondatrices de l'échantillon ont un père indépendant et 53 % un père cadre. Leur goût d'entreprendre se forme au sein de leur famille ou sur les bancs des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs (voir plus haut). Encore faut-il avoir les moyens financiers de les intégrer. 61% des startuppeur.se.s diplômé.e.s d'une école de commerce ont un père cadre, 2% seulement ont un père ouvrier. "Pour beaucoup, plus qu'une ascension sociale, c'est une forme de distinction sociale que permet la création d'une startup", relève la chercheuse.

Source : Corinne Dillenseger, Des inégalités d'accès aux inégalités de succès : enquête sur les fondateurs et fondatrices de start-up (Dares, 2019)

Question :

30. Quelles sont les principales caractéristiques des startuppeurs ? Tracez-en un portrait robot
31. Pourquoi la startup nation n'a-t-elle rien à voir avec un modèle d'ascension sociale méritocratique ?

Document 11

Professeur à la London School of Economics et lauréat du prix du meilleur jeune économiste 2021, Xavier Jaravel oriente ses travaux vers les inégalités et leur rapport avec l'innovation. Il était l'invité de Matthieu Belliard dans la matinale d'Europe 1 mercredi où il a exposé ses nouvelles théories.

C'est une réflexion novatrice sur les inégalités. Xavier Jaravel, professeur à la London School of Economics, croise ses travaux sur les inégalités et ceux qui concernent l'innovation. Pour lui, les inégalités ralentissent l'innovation et celle-ci peut également être source d'inégalité.

Certaines personnes ne bénéficient pas de l'innovation, assure Xavier Jaravel. Ce manque d'accès à l'innovation creuse les inégalités. "Quand on est dans une société où il n'y a pas d'égalité des chances face aux métiers d'innovation (l'entreprenariat, la recherche par exemple), il y a un impact sur la croissance", expose l'économiste.

Et le fait est qu'aujourd'hui, tout le monde ne peut pas accéder à ces métiers de l'innovation. Selon les travaux de Xavier Jaravel, les personnes issues des 10% de familles les plus riches de la population ont dix fois plus de chances de devenir innovateur ou entrepreneur que quelqu'un issu d'une famille en dessous du seuil des 50% des foyers les moins aisés.

Toute une partie de la population est exclue de l'innovation, faute de réseau ou de moyens pour investir, par exemple. Et le système scolaire ne permet pas de corriger ces inégalités. "A performances scolaires égales et à aptitudes égales, on voit de grosses différences dans la propension à se tourner vers les métiers de l'innovation ou de la recherche en fonction du milieu d'origine", explique Xavier Jaravel. Pour lui, au sein de la politique d'innovation, il devrait donc y avoir aussi "une politique qui vise à mobiliser ce vivier de talents qui, actuellement, ne l'est pas", poursuit-il.

L'économiste explique ensuite que ces inégalités sociales ne profitent pas à l'innovation. Bien au contraire. Et cela va jusqu'à handicaper certains territoires : si l'innovation est plus faible, la croissance économique l'est aussi. Cela devient un cercle vicieux.(..)

Il faudrait ainsi, d'après les travaux de Xavier Jaravel, revoir la stratégie nationale en ce qui concerne l'innovation. Ces talents qui n'y ont pas accès pourrait devenir des leviers importants pour la croissance économique de demain.

Source : Inégalités et innovation : un cercle vicieux au cœur des travaux d'un jeune économiste français : <https://www.europe1.fr/economie/pour-xavier-jaravel-il-faut-une-politique-pour-ceux-qui-nont-pas-acces-a-linnovation-4049219>

Questions :

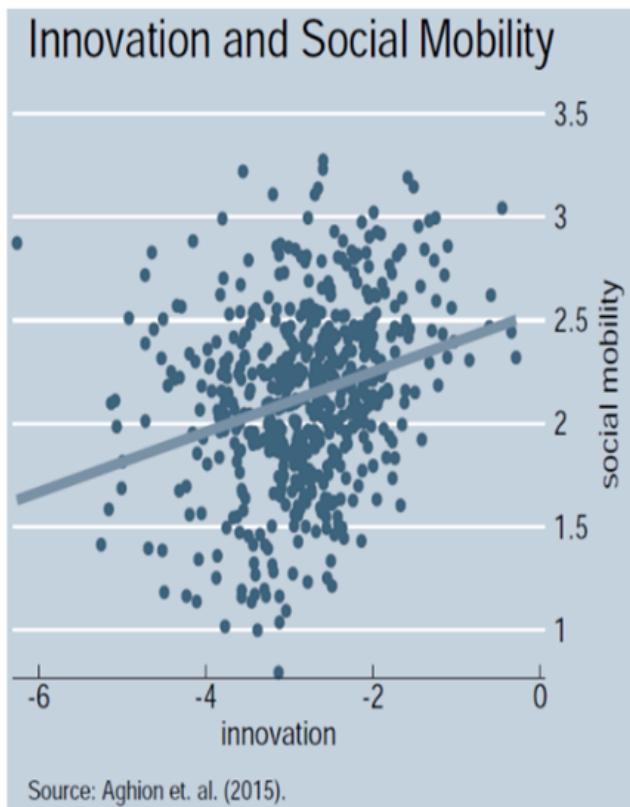
32. Quelles relations entre innovation et les inégalités ?
 - Corrélation/causalité
 - Positives/négatives
33. Expliquez les relations mises en évidence et leurs conséquences

34. Quelles mesures devraient être mises en œuvre pour remédier à ces effets pervers ?

Document 12 :

INNOVATION ET MOBILITE SOCIALE

Le am
pa l'é
L'i da
S'i l'é
dis pa
Ni ég au
fis po
gé em
So Be
Qu



comparant des municipalités d'un milieu modeste (dont les 6-2000) d'atteindre le haut de l'échelle de Chetty, Saez et al.). L'Office (USPTO) par habitant

exclusion en haut et en bas de la chaine de temps une fiscalité qui sache enus : autrement dit, il ne faut pas distinguer entre un Xavier et un Yann. Cela nuirait à la croissance, mais n'augmente pas les inégalités. Il faut non seulement une politique de concurrence et plus de régulation, mais aussi que les riches à faire pression pour

on, Ufuk Akcigit, Antonin

us l'innovation